



**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU 30 JUIN 2013**

METABOLIC EXPLORER

Société anonyme au Capital social : 2.221.150 euros

Siège social : Biopôle Clermont Limagne – 63360 SAINT-BEAUZIRE

423 703 107 RCS CLERMONT FERRAND

Tél. : 04 73 33 43 00 / Fax : 04 73 33 43 01



SOMMAIRE		Page
1. Comptes semestriels en normes IFRS au 30 juin 2013		3
1.1 Bilan intermédiaire au 30 juin 2013		3
1.2 Etat du résultat global intermédiaire au 30 juin 2013		4
1.3 Tableau intermédiaire des flux de trésorerie		5
1.4 Tableau intermédiaire de variation des capitaux propres		6
1.5 Annexes		7
2. Rapport semestriel d'activité		8
2.1 Evènements marquants du premier semestre et incidences sur les comptes semestriels		8
2.2 Examen de la situation financière et du résultat – Commentaires sur les comptes semestriels		10
2.3 Evènements intervenus depuis le 30 juin 2013		11
2.4 Perspectives pour l'exercice en cours		12
2.5 Risques et incertitudes pour le second semestre		12
2.6 Principales transactions avec des parties liées		12
3. Attestation des personnes responsables du rapport financier semestriel		13
4. Annexe : Comptes semestriels en normes IFRS au 30 juin 2013		14
5. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière relative au 1^{er} semestre 2013		39

1. COMPTES SEMESTRIELS EN NORMES IFRS AU 30 JUIN 2013

1.1 Bilan intermédiaire au 30 juin 2013

	30/06/2013	31/12/2012
Actif		
Actifs incorporels	30 973	28 548
Actifs corporels	12 513	13 456
Actifs financiers non courants	1	6
Impôts différés actifs	5 448	5 445
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	48 934	47 455
Clients et comptes rattachés	1 815	1 071
Autres actifs courants	1 917	4 256
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 576	23 201
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	24 309	28 528
TOTAL ACTIF	73 243	75 983

Passif

Capital	2 221	2 221
Primes	66 108	66 106
Réserves légales	212	212
Autres réserves	-9 413	-1 440
Ecart de conversion	14	15
Résultat net global	-2 545	-8 029
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	56 597	59 085
Dettes bancaires non courantes	9 487	9 579
Provisions non courantes	21	21
Autres dettes non courantes	1 000	959
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	10 508	10 558
Découverts bancaires	5	10
Dettes bancaires et autres dettes financières courantes	1 959	1 921
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 318	1 170
Autres passifs courants	2 857	3 237
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	6 137	6 338
TOTAL PASSIF	73 243	75 983

1.2 Etat du résultat global intermédiaire au 30 juin 2013

	30/06/2013	30/06/2012
Chiffre d'affaires	375	2 100
Autres produits de l'activité	180	235
Frais de recherche et développement	-3 743	-4 645
Frais de développement activés	3 443	4 013
Frais de recherche et développement nets	-300	-631
Frais commerciaux	-572	-951
Frais administratifs	-1 435	-1 643
Autres charges opérationnelles	-702	13
Résultat opérationnel courant avant paiement en actions et éléments non courant	-2 455	-877
Charges de personnel liées aux paiements en actions	-79	-112
Charges de restructuration	-43	0
Dépréciation frais de développement activés	0	0
Résultat opérationnel	-2 577	-990
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	209	285
Coût de l'endettement financier brut	-179	-131
Coût de l'endettement financier net	29	154
Charge (-) / Produit d'impôt	3	276
Résultat net	-2 544	-560
Ecart de conversion	-1	5
Autres éléments du résultat global	-1	5
Résultat net global	-2 545	-555
Résultat net par action (en euros)	-0,11	-0,03
Résultat net dilué par action (en euros)	-0,10	-0,02

1.3. Tableau intermédiaire des flux de trésorerie

	30/06/2013	30/06/2012
Résultat net global	-2 545	-555
Amortissements et provisions (hors actif circulant)	1 386	1 164
Charges calculées sur paiements en actions et instruments financiers	79	112
Autres charges calculées	-18	-47
Variation des impôts différés	-3	-276
Plus ou moins values de cessions	47	-14
Capacité d'autofinancement	-1 055	385
Coût de l'endettement financier brut	125	194
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts	-930	579
Variation du poste clients	-745	-2 192
Variation du poste fournisseurs	148	108
Variation des autres actifs et passifs courants	1 841	1 423
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	1 244	-661
Flux net de trésorerie généré par l'activité	314	-82
Production d'immobilisations (R&D immobilisée)	-3 492	-4 026
Subventions d'investissement	1 152	1 783
Acquisitions autres immobilisations	-418	-946
Variation du poste fournisseurs d'immobilisations	-25	307
Cessions d'immobilisations	0	130
Cessions d'actifs financiers	6	0
Flux de trésorerie liés aux autres actifs financiers courants	-12	-351
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-2 789	-3 105
Augmentation de capital	2	0
Nouveaux emprunts et autres dettes financières	974	0
Intérêts versés sur emprunts et dettes financières	-168	-197
Remboursement d'emprunts et autres dettes financières	-952	-913
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-144	-1 110
Incidence des variations de cours des devises	-1	5
Variation de trésorerie	-2 619	-4 292
Trésorerie d'ouverture (1)	23 191	26 866
Trésorerie de clôture (1)	20 572	22 574

1.3 Tableau intermédiaire de variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Report à nouveau	Autres Réserves	Résultat Net	Titres auto-détenus	Ecart de conversion	Autres éléments du résultat global	Total
Capitaux propres 31/12/2012	2 221	66 106	0	-1 229	-8 037	8	15	0	59 085
Dividendes									0
Augmentation de capital		2							2
BSPCE et actions gratuites attribuées aux salariés				79					79
Affectation du résultat				-8 037	8 037				0
Résultat net global de la période					-2 544		-1		-2 545
Titres auto-détenus				-24		3			-21
Autres mouvements				-3					-3
Capitaux propres 30/06/2013	2 221	66 108	0	-9 214	-2 544	11	14	0	56 597

1.5. Annexes

Les comptes semestriels sont établis en conformité avec les règles de comptabilité et d'évaluation définies par le référentiel IFRS (normes et interprétations) et adoptées par la Commission Européenne au 30 juin 2013. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm).

Les comptes semestriels sont établis et présentés selon la norme IAS 34. L'annexe aux comptes semestriels est présentée de façon résumée. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes semestriels au 30 juin 2013 et au 30 juin 2012 sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012. Le groupe n'a pas appliqué de nouvelles méthodes comptables au 30 juin 2013. En effet:

- Les normes, amendements et interprétations entrés en vigueur en 2013, et notamment les normes IAS 19 révisées « avantages au personnel », IFRS 13 « évaluation à la juste valeur », IFRS 7 « compensation des actifs et passifs éventuels », et les améliorations annuelles « cycle 2010-2011 », ne sont pas applicables au groupe, ou n'ont pas d'impact significatif.
- METabolic EXplorer a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et qui entreront en vigueur après le 30 juin 2013.

Par ailleurs, le groupe ne s'attend pas à ce que les normes, amendements et interprétations, publiés par l'IASB et d'application obligatoire en 2013, mais non encore approuvés au niveau européen, ou dont la Commission Européenne a décidé de différer la date d'application, aient un impact significatif sur les comptes des prochains exercices. Ainsi, les normes de consolidation révisées IFRS 10, 11 et 12, applicables pour les groupes européens pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, ne devraient pas avoir d'impact.

Les informations communiquées en annexe portent uniquement sur les éléments, les transactions et les événements significatifs permettant de comprendre l'évolution de la situation financière et des performances du groupe.

Les règles appliquées en matière d'estimation et de jugement ont été décrites au paragraphe 2.3 de l'annexe des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012.

L'activité de la société est peu affectée par les variations saisonnières. Toutefois, les résultats du premier semestre ne sont pas représentatifs des résultats pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2013.

2. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

2.1. Evènements marquants du premier semestre et incidences sur les comptes semestriels

(1) Usine de production de PDO

Le projet de construction en Malaisie de la future usine visant à produire du PDO en Asie du Sud Est s'est poursuivi.

Pour rappel, l'usine est financée par Bio-XCell dans le cadre d'un contrat dit « BLT » (Build, Lease and Transfer) signé entre Bio-XCell et la filiale malaisienne de METEX, METabolic EXplorer Sdn. Bhd. L'apport financier de METabolic EXplorer était initialement une caution bancaire de 5,5M€ convertible en apport pour l'achat de l'immobilier. Le contrat BLT prévoyait la construction de l'usine dans le cadre d'un contrat dit « EPCC » (Engineering, Procurement, Construction and Commissioning) signé entre Bio-XCell et une société d'ingénierie, signé en juin 2011. Une fois l'usine réceptionnée, METabolic EXplorer Sdn. Bhd devait reprendre l'investissement en leasing sur 10 ans.

Au cours du 2^{ème} semestre 2012, les retards dans le planning de construction ont conduit les 2 partenaires à signer un accord dit « de suspension » du contrat BLT afin d'établir un nouveau cadre contractuel. Cet accord a également déclenché la restitution de la garantie bancaire de 5.5M€ en octobre 2012.

En mars 2013, la société Bio-XCell a prononcé la résiliation de l'attribution du marché de construction EPCC à la société d'ingénierie choisie en 2011. Après avoir défini dans le courant du mois de mars 2013 les conditions préalables à la poursuite du projet, la société et Bio-Xcell sont parvenues, courant juin, à définir les nouvelles conditions juridiques pour la reprise des opérations de construction de l'usine, dans une configuration commerciale légèrement différente compte tenu des améliorations techniques développées dans le PDO, lesquelles ont permis d'accroître la capacité de production de l'usine de 10%. Pour garantir vis-à-vis de Bio-XCell l'obligation contractuelle de METabolic EXplorer Sdn. Bhd. de prendre possession de l'unité à la date d'achèvement, la société apportera une garantie de maison mère correspondant à un montant d'environ 7.3 M€. La signature de cette garantie n'aura pas d'impact sur la trésorerie actuellement disponible de la société. Comme initialement prévu, une fois l'usine réceptionnée, l'investissement sera financé par un leasing sur 10 ans.

Par conséquent l'accord de « suspension » a été levé et un nouvel appel d'offres, pour relancer les opérations de construction, a été lancé pour remplacer la société d'ingénierie initiale. Cette société d'ingénierie a par ailleurs engagé une procédure d'arbitrage contre Bio-XCell à propos de la résiliation de l'attribution du marché EPCC.

Parallèlement, le groupe a commandité une société d'ingénierie afin d'adapter les études sur le développement des procédés, aux dernières améliorations visant à utiliser des glycérides industrielles d'origine et de qualité différente, et à fabriquer un co-produit valorisable, l'acide butyrique (environ 2 000 tonnes/an). Au 30 juin, le montant relatif à cette prestation s'élève à 508K€.

(2) Développement du portefeuille de produits

PDO :

Poursuite des développements technologiques notamment sur la valorisation d'un co-produit issu de la fabrication du PDO : l'acide butyrique. Ce composé est utilisé pour la fabrication de fragrances et d'additifs alimentaires pour animaux.

MPG :

Dans le cadre du programme Bio2Chem, la société a validé l'atteinte d'un jalon technique clé qui a déclenché le versement d'une avance remboursable de 980K€ par OSEO. Le montant total reçu s'élève à 2,38M€ (dont 1,4M€ versés en 2011) sur un total de 4,4M€ accordés à la société pour ce projet.

(3) Réorganisation de l'entreprise

Confronté à une nouvelle donne économique et à un changement de calendrier, la société a mis en œuvre un plan de réorganisation au cours du 4^{ème} trimestre 2012. Celui-ci s'est traduit par la suppression de 31 postes dont 27 licenciements en CDI. La majorité des coûts liés à cette réorganisation a été provisionnée en 2012 pour un montant de 949K€.

Le départ des effectifs concernés est intervenu au cours du 1^{er} trimestre 2013 et s'est traduit par un décaissement de 740K€. Une charge supplémentaire de 43K€ a été constatée dans les comptes sur la période.

Cette réorganisation s'est également accompagnée d'un recentrage de l'activité de la société sur ces 3 projets principaux. Au 31 décembre 2012 une dépréciation d'un montant de 2 875 K€ correspondant à 100 % des coûts de 2 projets (AG et Butanol) avait été constatée dans les comptes. Au 30 juin 2013, il n'y a pas eu de reprise de cette provision.

(4) Propriété Industrielle

Au cours du 1^{er} semestre 2013, le portefeuille de brevets s'élève à 49 familles et 406 titres.

(5) Renforcement des ressources financières

Le groupe a mis en place un Plan d'Augmentation de Capital par Exercice d'Option (PACEO) avec la Société Générale. Cette dernière s'est engagée à souscrire sur demande du groupe des augmentations de capital successives au cours des 24 prochains mois, par tranches de 500 000 actions maximum et dans la limite de 2 000 000 d'actions (9% du capital actuel).

Au 30 juin, 2000 BSA ont été souscrit par la société Générale, conformément au protocole d'accord du PACEO.

Le groupe n'a pas utilisé cette ligne de financement sur la période.

2.2. Examen de la situation financière et du résultat – Commentaires sur les comptes semestriels

2.2.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2013 s'élève à un montant de 375.000 euros. Ce chiffre d'affaires est issu du partenariat industriel engagé avec la société Roquette Frères autour du développement industriel de la L-Méthionine.

Il est rappelé que les revenus ne sont pas linéaires d'une période à l'autre compte tenu de l'activité.

2.2.2 Autres produits de l'activité (Subventions & Crédit d'impôt Recherche)

Ces revenus ont diminué de 30% pour s'établir à 180 k€ au premier semestre 2013 contre 235 k€ sur la même période en 2012.

Cette diminution s'explique par la fin de certaines subventions.

2.2.3 Charges opérationnelles

Les coûts opérationnels récurrents (frais de R&D nets, commerciaux et administratifs) se sont élevés à 2.307 k€ au premier semestre 2013, en diminution de -40% (- 918 k€) par rapport aux 3.225 k€ enregistrés sur la même période en 2012. Cette diminution s'inscrit dans une politique de maîtrise de dépenses de la société.

Les coûts opérationnels non récurrents de la période s'établissent à 702k€ et sont principalement constitués d'une prestation exceptionnelle liée au projet en Malaisie.

2.2.4 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net est un produit de 29 k€ sur la période contre 154 k€ au 30 juin 2012. Cette réduction est liée à la baisse des taux d'intérêts conjuguée à la diminution de la trésorerie nette, liée aux investissements réalisés.

2.2.5 Résultat net

Le résultat net semestriel est une perte de -2 545 K€ contre une perte de -555 K€ pour la même période en 2012,

Cette dégradation résulte de la diminution du chiffre d'affaire par rapport à 2012.

2.2.6 Trésorerie et capitaux

Les fonds propres sont passés de 59.085 k€ au 1er janvier 2013 à 56.597 k€ euros à mi année.

La situation de trésorerie disponible au 30 juin 2013 est de 20.572 k€, en baisse de 2.619 k€ par rapport à fin 2012.

Compte-tenu d'une part de l'encaissement d'une nouvelle avance remboursable et d'autre part des remboursements de crédits-baux mobiliers et d'emprunts en cours, les dettes bancaires et financières, courantes et non-courantes sont passées de 11.500 k€ fin 2012 à 11.446 k€ à fin juin 2013 (-54k€).

Au total, la trésorerie nette d'endettement passe ainsi de 11.691 k€ fin 2012 à 9.126 k€ à fin juin 2013, soit une variation de -2.565 k€.

2.2.7 Consultation des comptes

Les comptes annuels et semestriels sont en ligne sur notre site internet www.metabolic-explorer.com sur la page Relation investisseurs / Information règlementée.

2.3. Evénements intervenus depuis le 30 juin 2013

Néant.

2.4. Perspectives pour l'exercice en cours

La société poursuivra ses plans d'action en vue de concrétiser son objectif, fixé lors de l'introduction en Bourse, devenir une société industrielle commercialisant ses molécules produites grâce à ses bioprocédés. Cette industrialisation se fera sous la forme de la construction d'unités de production en propre et/ou de partenariat avec des industriels du secteur.

2.5. Risques et incertitudes pour le second semestre

La Société exerce son activité dans un environnement qui connaît une évolution rapide et fait naître pour la Société de nombreux risques ou incertitudes dont certains échappent à son contrôle.

Une partie significative de la croissance future de la Société repose sur le développement interne de solutions innovantes et performantes d'ingénierie métabolique pour le secteur de la chimie industrielle, avec les risques liés à tout développement interne.

La stratégie de croissance de la Société s'appuie principalement sur des technologies de biologie moléculaire, de modélisation bio informatique, de fermentation et d'analyse de flux intracellulaires pour la mise au point de bio procédés compétitifs économiquement. Ces technologies, innovantes mais bien maîtrisées, ne présentent pas de risque intrinsèque majeur, mais l'évolution des marchés des produits développés et leurs principaux paramètres pourraient, le cas échéant, ne pas correspondre aux attentes de la Société.

De ce fait, la Société fait face à plusieurs risques ou incertitudes :

- les prix de vente futurs des produits développés ainsi que les tendances des marchés visés pourraient évoluer de façon inattendue,
- les prix des matières de base utilisées par les bio procédés développés ainsi que les prix des matières composant le principal élément des coûts de revient des mêmes produits fabriqués par voie de synthèse pourraient évoluer de manière à limiter l'avantage concurrentiel envisagé,
- des délais de développement des procédés anticipés et des délais de construction d'unités de production pourraient être allongés,
- en cas de croissance importante du secteur, de nouveaux acteurs, dont les groupes leaders de la chimie mondiale, pourraient décider de se positionner sur ces marchés et tirer profit des investissements qui y auront été réalisés par la Société et ainsi réduire les ventes et les résultats attendus par la Société dans ce secteur,
- des brevets pourraient être antériorisés par des publications antérieures non encore connues ou d'autres brevets non encore publics à la date de dépôt générant un risque de non brevetabilité ou de contrefaçon,
- de nouvelles technologies concurrentielles pourraient apparaître.

Ces risques sont analysés en termes de tendances.

2.6. Principales transactions avec des parties liées

Les transactions avec des parties liées sont décrites en annexe dans les notes sur les états financiers IFRS joints au rapport financier (note 19).

3. ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société METabolic EXplorer et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

A Saint-Beauzire, le 19 septembre 2013,

Président directeur général
M. Benjamin Gonzalez

4. ANNEXE

METabolic EXplorer

COMPTES CONSOLIDES RESUMES
EN NORMES IFRS
AU 30 JUIN 2013

Sommaire

Comptes consolidés résumés au 30 juin 2013

Etat du résultat global	3
Bilan	4
Tableau de flux de trésorerie	5
Tableau de variation des capitaux propres	6
Notes sur les états financiers	7

Etat du résultat global

	Notes	30/06/2013	30/06/2012
Chiffre d'affaires	3	375	2 100
Autres produits de l'activité		180	235
Frais de recherche et développement		-3 743	-4 645
Frais de développement activés		3 443	4 013
Frais de recherche et développement nets		-300	-631
Frais commerciaux		-572	-951
Frais administratifs		-1 435	-1 643
Autres charges opérationnelles		-702	13
Résultat opérationnel courant avant paiement en actions et éléments non courant		-2 455	-877
Charges de personnel liées aux paiements en actions	10	-79	-112
Charges de restructuration		-43	0
Dépréciation frais de développement activés		0	0
Résultat opérationnel		-2 577	-990
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		209	285
Coût de l'endettement financier brut		-179	-131
Coût de l'endettement financier net		29	154
Charge (-) / Produit d'impôt	5	3	276
Résultat net		-2 544	-560
Ecart de conversion		-1	5
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾		-1	5
Résultat net global		-2 545	-555
Résultat net par action (en euros)	6	-0,11	-0,03
Résultat net dilué par action (en euros)	6	-0,10	-0,02

(1) il n'existe pas d'élément non recyclable en résultat.

Bilan

	Notes	30/06/2013	31/12/2012
Actif			
Actifs incorporels	7.1	30 973	28 548
Actifs corporels	7.2	12 513	13 456
Actifs financiers non courants		1	6
Impôts différés actifs	13	5 448	5 445
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		48 934	47 455
Clients et comptes rattachés	8.1	1 815	1 071
Autres actifs courants	8.2	1 917	4 256
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	20 576	23 201
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		24 309	28 528
TOTAL ACTIF		73 243	75 983
Passif			
Capital		2 221	2 221
Primes		66 108	66 106
Réserves légales		212	212
Autres réserves		-9 413	-1 440
Ecart de conversion		14	15
Résultat net global		-2 545	-8 029
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		56 597	59 085
Dettes bancaires non courantes	11.1	9 487	9 579
Provisions non courantes		21	21
Autres dettes non courantes	11.3	1 000	959
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		10 508	10 558
Découverts bancaires	11.1	5	10
Dettes bancaires et autres dettes financières courantes	11.1	1 959	1 921
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 318	1 170
Autres passifs courants	14	2 857	3 237
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		6 137	6 338
TOTAL PASSIF		73 243	75 983

Tableau de flux de trésorerie

	Notes	30/06/2013	30/06/2012
Résultat net global		-2 545	-555
Amortissements et provisions (hors actif circulant)		1 386	1 164
Charges calculées sur paiements en actions et instruments financiers	10	79	112
Autres charges calculées		-18	-47
Variation des impôts différés	5.2	-3	-276
Plus ou moins values de cessions		47	-14
Capacité d'autofinancement		-1 055	385
Coût de l'endettement financier brut		125	194
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts		-930	579
Variation du poste clients	8.1	-745	-2 192
Variation du poste fournisseurs		148	108
Variation des autres actifs et passifs courants		1 841	1 423
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		1 244	-661
Flux net de trésorerie généré par l'activité		314	-82
Production d'immobilisations (R&D immobilisée)		-3 492	-4 026
Subventions d'investissement		1 152	1 783
Acquisitions autres immobilisations		-418	-946
Variation du poste fournisseurs d'immobilisations		-25	307
Cessions d'immobilisations		0	130
Cessions d'actifs financiers		6	0
Flux de trésorerie liés aux autres actifs financiers courants		-12	-351
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-2 789	-3 105
Augmentation de capital		2	0
Nouveaux emprunts et autres dettes financières		974	0
Intérêts versés sur emprunts et dettes financières		-168	-197
Remboursement d'emprunts et autres dettes financières		-952	-913
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-144	-1 110
Incidence des variations de cours des devises		-1	5
Variation de trésorerie		-2 619	-4 292
Trésorerie d'ouverture (1)	9	23 191	26 866
Trésorerie de clôture (1)	9	20 572	22 574

(1) Trésorerie active, moins découverts bancaires.

Variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes	Report à nouveau	Autres Réserves	Résultat Net	Titres auto-détenus	Ecarts de conversion	Autres éléments du résultat global	Total
Capitaux propres 30/06/2012	2 221	66 106	0	-1 300	-560	-14	12	0	66 466
Dividendes									0
Augmentation de capital									0
BSPCE et actions gratuites attribuées aux salariés				92					92
Affectation du résultat									0
Résultat net global de la période					-7 477		3		-7 474
Titres auto-détenus				-21		21			0
Autres mouvements				1					1
Capitaux propres 31/12/2012	2 221	66 106	0	-1 229	-8 037	8	15	0	59 085
Dividendes									0
Augmentation de capital			2						2
BSPCE et actions gratuites attribuées aux salariés ⁽¹⁾				79					79
Affectation du résultat				-8 037	8 037				0
Résultat net global de la période					-2 544		-1		-2 545
Titres auto-détenus				-24		3			-21
Autres mouvements				-3					-3
Capitaux propres 30/06/2013	2 221	66 108	0	-9 214	-2 544	11	14	0	56 597

Il n'existe pas de dividendes mis en distribution.

(1) Le montant des charges cumulées liées aux BSPCE et actions gratuites encore en circulation s'élève à 467K€.

Notes sur les états financiers au 30 juin 2013

Note 1 – Faits marquants entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013	22
Note 2 – Principes et méthodes d'évaluation	24
2.1 – REFERENTIEL COMPTABLE	24
2.2 – PRINCIPES D'ETABLISSEMENT DE CERTAINS POSTES DU BILAN ET DU RESULTAT GLOBAL DANS LES COMPTES SEMESTRIELS	25
2.2.1 - <i>Frais de recherche et développement et brevets</i>	25
2.2.2 – <i>Tests de dépréciation</i>	26
2.2.3 – <i>Impôt sur le résultat</i>	26
2.2.4 – <i>Filiales et participations</i>	27
2.2.5 – <i>Reconnaissance des revenus</i>	27
2.2.6 – <i>Provisions (hors engagement de retraite), actifs et passifs éventuels</i>	27
Note 3 – Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité	28
Note 4 – Charges de personnel	28
Note 5 – Impôt sur le résultat	29
5.1 – TAUX D'IMPOT	29
5.2 – DETAIL DE L'IMPOT COMPTABILISE	29
5.3 – RAPPROCHEMENT IMPOT THEORIQUE / IMPOT REEL	29
Note 6 – Résultat par action	29
Note 7 – Actifs non courants	30
7.1 – ACTIFS INCORPORELS	30
7.2 – ACTIFS CORPORELS	31
Note 8 – Actifs courants (hors trésorerie)	31
8.1 – CLIENTS	31
8.2 – AUTRES ACTIFS COURANTS	32
Note 9 – Trésorerie et équivalents de trésorerie	32
Note 10 – Paiements en actions	33
Note 11 – Trésorerie nette d'endettement	33
11.1 – VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	34
11.2 – ECHEANCIER DE L'ENDETTEMENT FINANCIER	34
11.3 – AUTRES DETTES NON COURANTES	35
Note 12 – Provisions courantes et non courantes	35
Note 13 – Impôts différés	36
Note 14 – Autres passifs courants	36
Note 15 – Actifs & passifs éventuels	37
Note 16 – Instruments financiers	37

Note 17 – Effectifs	38
Note 18 – Engagements hors bilan.....	38
Note 19 – Informations sur les parties liées	38
19.1 – AVANTAGES ACCORDES AUX DIRIGEANTS MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION	38
19.2 – TRANSACTIONS REALISEES AVEC LE GROUPE AYANT UN DIRIGEANT EN COMMUN	39
Note 20 : Informations sur les risques liés aux instruments financiers.....	39
Note 21 : Evénements postérieurs à la clôture	39

L'ensemble des informations données ci-après est exprimé en milliers d'euros, sauf indication contraire.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés résumés établis aux normes IFRS au 30 juin 2013.

METabolic EXplorer est une société anonyme de droit français, située au Biopôle Clermont Limagne, cotée sur NYSE Euronext Paris (Compartiment C, METEX) depuis le 10 avril 2007.

Le groupe n'opère que dans un seul secteur opérationnel : le développement de bioprocédés de production de molécules pour le secteur de la chimie, et un seul secteur géographique (le monde).

Les comptes semestriels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 19 septembre 2013.

Note 1 – Faits marquants entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013

(1) Usine de production de PDO

Le projet de construction en Malaisie de la future usine visant à produire du PDO en Asie du Sud Est s'est poursuivi.

Pour rappel, l'usine est financée par Bio-XCell dans le cadre d'un contrat dit « BLT » (Build, Lease and Transfer) signé entre Bio-XCell et la filiale malaisienne de METEX, METabolic EXplorer Sdn. Bhd. L'apport financier de METabolic EXplorer était initialement une caution bancaire de 5,5M€ convertible en apport pour l'achat de l'immobilier. Le contrat BLT prévoyait la construction de l'usine dans le cadre d'un contrat dit « EPCC » (Engineering, Procurement, Construction and Commissioning) signé entre Bio-XCell et une société d'ingénierie, signé en juin 2011. Une fois l'usine réceptionnée, METabolic EXplorer Sdn. Bhd devait reprendre l'investissement en leasing sur 10 ans.

Au cours du 2^{ème} semestre 2012, les retards dans le planning de construction ont conduit les 2 partenaires à signer un accord dit « de suspension » du contrat BLT afin de rétablir un nouveau cadre contractuel. Cet accord a également déclenché la restitution de la garantie bancaire de 5.5M€ en octobre 2012.

En mars 2013, la société Bio-XCell a prononcé la résiliation de l'attribution du marché de construction EPCC à la société d'ingénierie choisie en 2011. Après avoir défini dans le courant du mois de mars 2013 les conditions préalables à la poursuite du projet, la société et Bio-Xcell sont parvenues, courant juin, à définir les nouvelles

conditions juridiques pour la reprise des opérations de construction de l'usine, dans une configuration commerciale légèrement différente compte tenu des améliorations techniques développées dans le PDO, lesquelles ont permis d'accroître la capacité de production de l'usine de 10%. Pour garantir vis-à-vis de Bio-XCell l'obligation contractuelle de METabolic EXplorer Sdn. Bhd. de prendre possession de l'unité à la date d'achèvement, la société apportera une garantie de maison mère correspondant à un montant d'environ 7.3 M€. La signature de cette garantie n'aura pas d'impact sur la trésorerie actuellement disponible de la société. Comme initialement prévu, une fois l'usine réceptionnée, l'investissement sera financé par un leasing sur 10 ans.

Par conséquent l'accord de « suspension » a été levé et un nouvel appel d'offres, pour relancer les opérations de construction, a été lancé pour remplacer la société d'ingénierie initiale. Cette société d'ingénierie a par ailleurs engagé une procédure d'arbitrage contre Bio-XCell à propos de la résiliation de l'attribution du marché EPCC.

Parallèlement, le groupe a commandité une société d'ingénierie afin d'adapter les études sur le développement des procédés, aux dernières améliorations visant à utiliser des glycérides industrielles d'origine et de qualité différente, et à fabriquer un co-produit valorisable, l'acide butyrique (environ 2 000 tonnes/an). Au 30 juin, le montant relatif à cette prestation s'élève à 508K€ et il est classé en autres charges opérationnelles.

(2) Développement du portefeuille de produits

PDO :

Poursuite des développements technologiques notamment sur la valorisation d'un co-produit issu de la fabrication du PDO : l'acide butyrique. Ce composé est utilisé pour la fabrication de fragrances et d'additifs alimentaires pour animaux.

MPG :

Dans le cadre du programme Bio2Chem, la société a validé l'atteinte d'un jalon technique clé qui a déclenché le versement d'une avance remboursable de 980K€ par OSEO. Le montant total reçu s'élève à 2,38M€ (dont 1,4M€ versés en 2011) sur un total de 4,4M€ accordés à la société pour ce projet. Cette avance est remboursable en fonction des revenus générés par le produit. Cette avance est enregistrée en dette financière non courante.

(3) Réorganisation de l'entreprise

Confronté à une nouvelle donne économique et à un changement de calendrier, la société a mis en œuvre un plan de réorganisation au cours du 4^{ième} trimestre 2012. Celui-ci s'est traduit par la suppression de 31 postes dont 27 licenciements en CDI. La majorité des coûts liés à cette réorganisation a été provisionnée en 2012 pour un montant de 949K€.

Le départ des effectifs concernés est intervenu au cours du 1^{er} trimestre 2013 et s'est traduit par un décaissement de 740K€. Une charge supplémentaire de 43K€ a été constatée dans les comptes sur la période.

Cette réorganisation s'est également accompagnée d'un recentrage de l'activité de la société sur ces 3 projets principaux. Au 31 décembre 2012 une dépréciation d'un montant de 2 875 K€ correspondant à 100 % des coûts de 2 projets (AG et Butanol) avait été constatée dans les comptes. Au 30 juin 2013, il n'y a pas eu de reprise de cette provision.

(4) Propriété Industrielle

Au cours du 1^{er} semestre 2013, le portefeuille de brevets d'élève à 49 familles et 406 titres.

(5) Renforcement des ressources financières

Le groupe a mis en place un Plan d'Augmentation de Capital par Exercice d'Option (PACEO) avec la Société Générale. Cette dernière s'est engagée à souscrire sur demande du groupe des augmentations de capital successives au cours des 24 prochains mois, par tranches de 500 000 actions maximum et dans la limite de 2 000 000 d'actions (9% du capital actuel).

Au 30 juin, 2000 BSA ont été souscrit par la société Générale, conformément au protocole d'accord du PACEO (cf. note 16)

Le groupe n'a pas utilisé cette ligne de financement sur la période.

Note 2 – Principes et méthodes d'évaluation

2.1 – Référentiel comptable

Les comptes semestriels sont établis en conformité avec les règles de comptabilité et d'évaluation définies par le référentiel IFRS (normes et interprétations) et adoptées par la Commission Européenne au 30 juin 2013. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm).

Les comptes semestriels sont établis et présentés selon la norme IAS 34. L'annexe aux comptes semestriels est présentée de façon résumée. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes semestriels au 30 juin 2013 et au 30 juin 2012 sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012. Le groupe n'a pas appliqué de nouvelles méthodes comptables au 30 juin 2013. En effet :

- Les normes, amendements et interprétations entrés en vigueur en 2013, et notamment les normes IAS 19 révisées « avantages au personnel », IFRS 13 « évaluation à la juste valeur », IFRS 7 « compensation des actifs et passifs éventuels », et les améliorations annuelles « cycle 2010-2011 », ne sont pas applicables au groupe, ou n'ont pas d'impact significatif.
- METabolic EXplorer a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et qui entreront en vigueur après le 30 juin 2013.

Par ailleurs, le groupe ne s'attend pas à ce que les normes, amendements et interprétations, publiés par l'IASB et d'application obligatoire en 2013, mais non encore approuvés au niveau européen, ou dont la Commission Européenne a décidé de différer la date d'application, aient un impact significatif sur les comptes des prochains exercices. Ainsi, les normes de consolidation révisées IFRS 10, 11 et 12, applicables pour les groupes européens pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, ne devraient pas avoir d'impact.

Les informations communiquées en annexe portent uniquement sur les éléments, les transactions et les événements significatifs permettant de comprendre l'évolution de la situation financière et des performances du groupe.

Les règles appliquées en matière d'estimation et de jugement ont été décrites au paragraphe 2.3 de l'annexe des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012.

L'activité de la société est peu affectée par les variations saisonnières. Toutefois, les résultats du premier semestre ne sont pas représentatifs des résultats pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2013.

2.2 – Principes d'établissement de certains postes du bilan et du résultat global dans les comptes semestriels

2.2.1 - Frais de recherche et développement et brevets

Les frais de recherche sont constatés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Les frais de développement sont essentiellement des frais engagés pour développer des procédés qui donnent lieu à un ou plusieurs brevets.

Les frais de développement sont immobilisés, lorsque les 6 critères définis par la norme IAS 38 sont respectés : faisabilité technique, intention de l'achever et de l'utiliser ou de le vendre, capacité à l'utiliser ou le vendre, avantages économiques probables, disponibilité des ressources et capacité à évaluer de manière fiable les dépenses liées au projet.

L'amortissement des frais de R&D démarra au début d'industrialisation des procédés soit au moment où les produits fabriqués sous licence commenceront à générer du chiffre d'affaires.

L'appréciation des critères est réalisée sur la base des informations existantes au 30 juin 2013.

2.2.2 – Tests de dépréciation

Des tests de dépréciation sont réalisés pour la clôture annuelle, pour tous les actifs non amortis (actifs à durée de vie indéterminée, et actifs amortissables en encours à la clôture de l'exercice), et pour les actifs amortis lorsqu'il existe des indices de pertes de valeur. Il n'existe pas d'actif à durée de vie indéterminée, comme indiqué en note 2.11 de l'annexe comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012.

Dans le cadre de la clôture semestrielle, les tests de dépréciation ont fait l'objet d'une actualisation en fonction des évolutions des paramètres (coût des matières premières, prix de vente, taux d'actualisation,...), lorsque ces derniers ont évolué significativement. Par ailleurs, les actifs ou groupe d'actifs significatifs pour lesquels un indice de perte de valeur a été identifié font eux aussi l'objet d'un test de dépréciation.

Les tests de dépréciation portent essentiellement sur les projets de développement. Les unités génératrices de trésorerie (plus petit groupe d'actifs générant des entrées de flux de trésorerie indépendants) correspondent aux projets de développement.

La mise en œuvre de la norme IFRS 13 « évaluation à la juste valeur » n'a pas eu d'impact au 30 juin 2013, les tests de dépréciation étant réalisés en fonction de la valeur d'utilité des projets, comme indiqué en note 2.10 de l'annexe aux comptes consolidés 2012.

2.2.3 – Impôt sur le résultat

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que dans la mesure où ils pourront être imputés sur des différences taxables futures, ou lorsqu'il existe une probabilité raisonnable de réalisation ou de recouvrement par imputation sur des résultats futurs. Cette probabilité est appréciée en fonction des prévisions disponibles établies par la Direction, retenues par prudence dans la limite de 5 ans. Le groupe a pris en compte les nouvelles dispositions introduites en France par la loi de finance 2013 en matière d'utilisation des déficits fiscaux reportables.

Le groupe a opté pour le traitement du crédit impôt recherche en subvention et non en impôt dans l'attente d'une position des organismes de normalisation sur le sujet. Par conséquent :

- la partie du crédit d'impôt recherche, liées aux projets de développement activés, est présenté en diminution des montants activés.
- la partie du crédit impôt recherche, liées aux dépenses maintenues en charges, est présentée en autres produits de l'activité.

Le crédit impôt recherche est estimé au 30 juin 2013 en fonction des dépenses engagées à cette date, et considérées comme éligibles.

Le groupe a qualifié, comme en 2012, la contribution économique territoriale de charge opérationnelle et non de charge d'impôt sur les sociétés, dans l'attente d'une position de l'ANC saisie sur le sujet.

Le groupe a opté pour une présentation du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en autres produits de l'activité, conformément à la possibilité donnée par la norme IAS20 « subvention publique ».

2.2.4 – Filiales et participations

METabolic EXplorer détient 100% du capital de sa filiale Malaisienne METabolic EXplorer Sdn. Bhd créée le 29 juillet 2010. Le périmètre de consolidation n'a pas évolué par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2012.

La filiale Malaisienne (METabolic EXplorer Sdn) détenue à 100 % par METabolic EXplorer est consolidée selon la méthode d'intégration globale.

Le résultat de la filiale a été intégré dans les comptes. Ce résultat est non significatif compte tenu que son activité n'a pas encore démarré.

2.2.5 – Reconnaissance des revenus

Les revenus peuvent prendre différentes formes :

- des montants fixes rémunérant des prestations de développement d'un produit / projet pour lesquels Metex a signé un accord de partenariat,
- des success fees liées à l'atteinte de jalons dans le cadre de développement d'un produit/ projet
- Indemnisation des frais engagés dans le cadre d'un partenariat.

Le fait générateur des revenus liés à des success fees est la réalisation de la prestation de service, matérialisée par la livraison de celle-ci, assortie du caractère probable de l'encaissement du produit dû au titre de la prestation de service.

La facturation de success fees ou la vente de prestations de développement n'entraînent pas de transfert de propriété intellectuelle. Celle-ci restant la propriété pleine et entière du Groupe.

Les revenus liés à des frais engagés dans le cadre d'un partenariat sont reconnus en fonction des frais engagés par la société au prorata temporis.

Les revenus liés à des prestations de développement sont étalés sur la durée du contrat/ partenariat.

2.2.6 – Provisions (hors engagement de retraite), actifs et passifs éventuels

Une provision est comptabilisée lorsque la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, existant indépendamment d'actions futures du groupe, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées si l'impact est significatif.

Une information est donnée en annexe sur les actifs et passifs éventuels, lorsque l'impact est significatif, sauf si la probabilité de survenance est faible.

Note 3 – Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité

	Notes	<u>30/06/2013</u>	<u>30/06/2012</u>
Fees & Success Fees		250	1 850
Prestations de service		125	250
Chiffre d'affaires		375	2 100
Subventions		49	44
C.I.R. & autres crédits d'impôts		131	227
Autres produits de l'activité		180	271

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2013 s'inscrit dans le cadre du contrat de partenariat avec un industriel sur un de ses produits.

Il se compose de prestations de service couvrant la poursuite de développement de la souche et de la propriété intellectuelle.

Le groupe bénéficie de subventions d'exploitation destinées à financer ses travaux de recherche pour des projets scientifiques. Les subventions sont constatées en résultat selon la méthode d'avancement des coûts, pour les projets non activés. Il en est de même pour le CIR qui est constaté en résultat pour la part lié à des projets non activés.

Note 4 – Charges de personnel

	Notes	<u>30/06/2013</u>	<u>30/06/2012</u>
Avantages à court terme (salaires)		1 876	2 554
Avantages à court terme / charges sociales		753	998
Salaires et charges		2 629	3 552
Salaires et charges de développement immobilisés		-1 387	-2 024
Juste valeur des avantages payés en actions		79	112
TOTAL		1 321	1 640

Avantages postérieurs à l'emploi / régimes à contributions définies : la charge nette liée aux engagements de fin de carrière est non significative.

Note 5 – Impôt sur le résultat

5.1 – Taux d'impôt

Le taux d'impôt différé retenu s'élève à 33,33% au 30 juin 2013, ainsi que sur les autres périodes présentées.

5.2 – Détail de l'impôt comptabilisé

	<u>30/06/2013</u>	<u>30/06/2012</u>
Impôt exigible	0	0
Impôt différé	3	276
Total	3	276

5.3 – Rapprochement impôt théorique / impôt réel

	<u>30/06/2013</u>		<u>30/06/2012</u>	
Résultat avant impôt théorique	-2 549		-858	
<i>Impôt théorique calculé selon le taux normal</i>	850	-33,33%	286	-33,33%
Différences permanentes ⁽¹⁾	-3	0,12%	-18	2,13%
Différences temporaires	3	-0,14%	0	0,00%
Déficit étranger non activé	-25	1,00%	8	-0,93%
Impôt sur déficits non constatés	-821	12,33%	0	0,00%
Impôt constaté	3	-0,14%	276	-32,14%

Note 6 – Résultat par action

Résultat net non dilué par action :

	<u>30/06/2013</u>	<u>30/06/2012</u>
Résultat net (en K Euro)	-2 545	-555
Nombre d'actions moyen non dilué	22 211 500	22 211 500
Résultat net par action non dilué	-0,11	-0,03

Résultat net dilué par action :

	<u>30/06/2013</u>	<u>30/06/2012</u>
Résultat net	-2 545	-555
Nombre d'actions moyen dilué	24 915 310	22 942 382
Résultat net par action dilué	-0,10	-0,02

Note 7 – Actifs non courants

7.1 – Actifs incorporels

	Brevets et frais de développements	Logiciels et autres immo. Incorp	Immobilisations incorporelles en cours	Total des immobilisations incorporelles
Situation au 31 décembre 2012				
Solde valeur brutes à l'ouverture	31 650	1 290		32 940
Amortissements et dépréciations	-3 420	-972		-4 393
Solde net à la clôture du 31 décembre 2012	28 230	318	0	28 548
Situation au 30 juin 2013				
Solde net à l'ouverture	28 230	318	0	28 548
Acquisitions	3 746	10	0	3 756
Subventions des programmes	-1 152	0	0	-1 152
Cessions	-33	0	0	-33
Total valeurs brutes	2 561	10	0	2 570
Amortissements et dépréciations	-94	-52	0	-146
<i>Subvention portée au résultat</i>				
Solde net à la clôture du 30 juin 2013	30 697	276	0	30 973

L'essentiel des projets activés sont en cours de développement à la date de clôture.

La mise en œuvre des tests de dépréciation n'a pas conduit à constater de mouvements de dépréciations au 30 juin 2013 :

- la provision de 2 874 K€ constatée au 31 décembre 2012 suite à la décision d'arrêter 2 projets (correspondant à 100% de la valeur de ces projets), a été maintenue au 30 juin 2013,
- il n'existe pas de nouveaux projets abandonnés, ou susceptibles d'être abandonnés, en fonction des informations disponibles à la clôture de la période.

7.2 – Actifs corporels

	Constructions	Matériel, Outillage et autres immobilisations corporelles	Total des immobilisations corporelles
Situation au 31 décembre 2012			
Solde valeur brutes à l'ouverture	12 230	8 658	20 889
Amortissements et dépréciations	-1 746	-5 687	-7 433
Solde net à la clôture du 31 décembre 2012	10 484	2 971	13 456
Situation au 30 juin 2013			
Solde net à l'ouverture	10 484	2 971	13 456
Acquisitions	68	42	110
Cessions	0	-65	-65
Total valeur brutes	68	-23	45
Amortissements et dépréciations	-318	-670	-988
<i>Subvention portée au résultat</i>			
Solde net à la clôture du 30 juin 2013	10 234	2 278	12 513

Il n'existe pas de garantie donnée pour des immobilisations corporelles au 30 juin 2013.

De même, aucun équipement n'est donné en garantie, prêté ou loué à un client (hors biens financés par crédit bail).

Note 8 – Actifs courants (hors trésorerie)

8.1 – Clients

	30/06/2013	31/12/2012
Valeur brute	2 565	1 821
Provision clients	-750	-750
Valeur nette	1 815	1 071

Aucune ventilation n'est donnée sur la partie à moins d'un an, compte tenu du caractère non significatif de cette information.

La part à plus d'un an fait l'objet d'une dépréciation.

8.2 – Autres actifs courants

	<u>30/06/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
CIR	1 157	3 239
Autre crédit d'impôt (CICE)	38	0
Charges constatées d'avance	572	521
Produits à recevoir ⁽¹⁾	77	193
Divers	73	303
Valeur brute	1 917	4 256
Dépréciation		
Valeur nette	1 917	4 256

⁽¹⁾ Produits à recevoir : il s'agit de produits à recevoir sur des subventions d'exploitation ;

Toutes les échéances des autres actifs courants sont inférieures à un an. La part des autres créances échues et non provisionnées au 30 juin 2013 est non significative. Aucune ventilation n'est donnée sur la partie à moins d'un an.

Note 9 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

	<u>30/06/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Valeurs mobilières	0	0
Comptes courants bancaires et disponibilités	20 576	23 201
Trésorerie et équivalent de trésorerie	20 576	23 201
Concours bancaires créditeurs	-5	-10
Trésorerie créditrice	-5	-10
Trésorerie nette	20 572	23 191

Note 10 – Paiements en actions

BSPCE en cours au 30 juin 2013 :

Au cours du premier semestre, il n'y a pas eu de nouveau plan d'attribution.

Une charge de 39 K€ a été comptabilisée par contrepartie des réserves.

Actions gratuites en cours au 30 juin 2013 :

Au cours de l'exercice, il n'y a pas eu de nouveau plan d'attribution.

Une charge de 41 K€ a été comptabilisée par contrepartie des réserves sur les plans existants à la date de clôture de la période.

Note 11 – Trésorerie nette d'endettement

La trésorerie nette d'endettement est donnée dans le tableau ci-après :

	<u>30/06/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
- Endettement financier brut (voir note 11.1)	-11 450	-11 510
+ Trésorerie et équivalents de trésorerie (voir note 9)	20 576	23 201
+/- Autres actifs financiers courants	0	0
Trésorerie nette d'endettement	<u>9 126</u>	<u>11 692</u>

11.1 – Variation de l'endettement financier brut

	<u>30/06/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
TOTAL DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT		
Solde à l'ouverture	11 510	13 313
Augmentation de la période	978	10
Diminution de la période	-960	-1 845
Variation de l'actualisation	-75	30
Reclassement non courant à courant	-3	1
Solde à la clôture	<u>11 450</u>	<u>11 510</u>

Au 30 juin, les dettes correspondant à des contrats de crédit bail s'élèvent à 7 526 K€.

11.2 – Echancier de l'endettement financier

	<u>30/06/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Emprunts et dettes financières	<u>11 446</u>	<u>11 500</u>
A moins d'un an	1 954	1 911
Entre un et cinq ans	5 557	6 158
A plus de cinq ans	3 935	3 431
Découverts et autres concours bancaires	<u>5</u>	<u>10</u>
A moins d'un an	5	10
Entre un et cinq ans	0	0
A plus de cinq ans	0	0
Endettement financier global	<u>11 450</u>	<u>11 510</u>
A moins d'un an	1 959	1 921
Entre un et cinq ans	5 557	6 158
A plus de cinq ans	3 935	3 431

L'essentiel des emprunts et dettes financières est à taux fixe.

Le groupe n'est pas exposé à un risque de liquidité. De ce fait, aucune ventilation n'est donnée, sur la partie à moins d'un an de l'endettement financier.

Les principales dettes financières incluent, au 30 juin 2013 :

- des dettes d'un montant total de 2 793 K€ concernant 8 contrats de crédit-bail. L'objet de ces contrats est le financement des matériels et outillages de laboratoire, pour une valeur brute totale de 6 453 K€.
- d'une dette d'un montant total de 4 733 K€ concernant un contrat de crédit bail immobilier destiné à financer l'achat des locaux existant et la nouvelle construction pour une valeur brute totale de 6 000 K€. Le contrat de crédit bail est conclu sur une durée de 12 ans.
- d'une dette d'un montant de 2 327 K€ concernant deux emprunts. L'objet de ces emprunts est le financement des matériels destinés à notre unité de pilote industriel.
- d'une avance remboursable brute de 2 032 K€ dans le cadre du programme Bio2Chem pour le projet MPG. Cette avance fait l'objet d'une actualisation. Au 30/06/2013, l'actualisation cumulée s'élève à - 413 K€. Cette avance sera remboursée en fonction des revenus générés par la technologie.

Le groupe possède une ligne de trésorerie négociée de 200 K€, dont les intérêts sont calculés sur le taux moyen mensuel du marché monétaire (T4M). Les découverts bancaires donnent lieu à agios bancaires calculés sur la base du TBB.

Les garanties liées à l'endettement financier sont détaillées en note 21 – Engagements hors bilan de l'annexe des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

L'endettement financier n'est pas assorti de garantie ni de covenant (hors contrats de crédit bail).

11.3 – Autres dettes non courantes

Les autres dettes non courantes sont essentiellement constituées d'avances sur royalties, dont les échéances sont inférieures à 5 ans.

Note 12 – Provisions courantes et non courantes

Elles sont constituées de l'engagement retraite et d'une provision pour litige.

Au cours du 1^{er} semestre, une provision pour litige de 150 K€ a été comptabilisée. Elle concerne 3 litiges sur licenciement intervenus dans le cadre du plan de réorganisation engagé au 31 décembre 2012.

Note 13 – Impôts différés

	<u>30/06/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Fiscalité sur déficits reportables	4 020	4 020
Fiscalités sur différences temporaires imposables	3	8
Retraitements sur immobilisations incorporelles	115	99
Retraitements sur subventions liées aux projets de développements activés	1 547	1 517
Autres impôts différés actifs	7	7
Impôt différé actif	5 691	5 651
Fiscalité sur juste valeur des dettes financières	-145	-127
Différences sur durées d'amortissement	0	0
Retraitements sur immobilisations corporelles	-98	-79
Impôt différé passif	-243	-206
Impôt différé net	5 448	5 445

Comme indiqué en note 2 supra, les actifs d'impôts différés liés aux déficits fiscaux reportables ont été constatés en prenant en compte le budget prévisionnel limité aux 5 années suivantes.

Le groupe a procédé à la réactualisation de ses prévisions, en tenant compte du recentrage de l'activité décidé en fin d'année 2012 sur 3 projets.

Ce recentrage a conduit à ne pas constater d'impôt différé au 30 juin 2013, comme au 31 décembre 2012.

Au 30 juin 2013, la part cumulée des déficits non activés s'élève à 7 076 K€.

Note 14 – Autres passifs courants

	<u>30/06/2013</u>	<u>31/12/2012</u>
Dettes fiscales & sociales	1 643	2 203
Produits constatés d'avance	1 027	823
Dettes sur immobilisations	186	211
Total des autres dettes	2 857	3 237

Les autres dettes ont une échéance inférieure à un an. La part des dettes échues au 30 juin 2013 est non significative. Aucune ventilation n'est donnée sur la partie à moins d'un an (cf note 20).

Note 15 – Actifs & passifs éventuels

La société a reçu une assignation d'une société, liée à la société d'ingénierie dont il a été mis fin à la mission par Bio-XCell, pour dénigrement public, abus de pouvoir et déloyauté à l'occasion du changement de l'organisation de l'ingénierie.

La société estime que cette assignation est dénuée de tout fondement, par conséquent il n'a pas été constaté de provision sur litige dans les comptes.

Note 16 – Instruments financiers

Actifs et passifs financiers

La juste valeur des actifs et passifs financiers est proche de la valeur comptable.

Les seuls instruments financiers évalués à la juste valeur sont les placements, qui rentrent dans la catégorie 2 de la norme IFRS 13, proche de l'amendement à IFRS 7 précédemment appliqué (données observables directement à partir des prix communiqués par les établissements financiers). (cf note 9).

Instruments dérivés

Le groupe n'a pas mis en place d'instruments financiers dérivés.

Autres instruments financiers

Le groupe a mis en place un PACEO avec la Société Générale. Lors de cette mise en place, le groupe a émis des bons d'émission d'actions entièrement souscrits par la SG (2000 BSA). Celle-ci souscritra un maximum de 2 000 000 d'actions (9% du capital actuel) sur demande du groupe. Les modalités de souscriptions sont les suivantes :

- tirage par tranche de 500 000 actions maximum
- prix d'émission : VWAP ⁽¹⁾ des trois dernières séances de bourse précédant l'émission diminué d'une décote de 5%

⁽¹⁾ VWAP (Volume-Weighted Average Price) correspond à la moyenne des prix des actions échangées pendant une période donnée. Il est obtenu en rapportant la valeur totale des échanges pour cette action sur cette période par le nombre total d'actions échangées sur cette période.

- durée d'exercice des bons : 24 mois
- incidence du tirage de la totalité du PACEO sur la situation d'un actionnaire détenant 1% du capital de la société :

	Avant mise en place du PACEO	Après tirage en totalité du PACEO ⁽¹⁾	
		Base non diluée ⁽²⁾	Base diluée ⁽³⁾
Participation (en % du capital)	1%	0,92%	0,90%

⁽¹⁾ entraînant l'émission de 2 000 000 d'actions nouvelles

⁽²⁾ sur la base des 22 211 500 actions composant le capital de la société

⁽³⁾ après émission de 2 418 750 actions provenant de l'exercice de la totalité des instruments dilutifs

Note 17 – Effectifs

	<u>30/06/2013</u>	<u>31/12/2012</u>	<u>30/06/2012</u>
Effectif fin de période (équivalent temps plein)	<u>80</u>	<u>102</u>	<u>117</u>

Note 18 – Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan n'ont pas évolué depuis le 31 décembre 2012.

Note 19 – Informations sur les parties liées

19.1 – Avantages accordés aux dirigeants membres du Conseil d'administration

Avantages accordés hors paiements en actions :

Il n'existe aucun autre avantage accordé aux dirigeants, ni régime de retraite complémentaire, ni avantage à long terme, ni avantage postérieur à l'emploi.

La rémunération brute globale des dirigeants s'élève à 121 K€ et 45 K€ de charges sociales.

La rémunération des membres indépendant du Conseil d'administration s'élève 60 K€ au 30 juin 2013.

Avantages accordés liés à des paiements en actions :

Au 30 juin 2013, il n'existe pas d'avantages accordés liés à des paiements en actions (BSPCE) accordés aux membres du Conseil d'administration.

19.2 – Transactions réalisées avec le groupe ayant un dirigeant en commun

Néant

Note 20 : Informations sur les risques liés aux instruments financiers

L'analyse des risques a été détaillée dans la note 23 de l'annexe sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Aucun élément n'est intervenu sur le 1^{er} semestre, susceptible de modifier de manière significative cette analyse.

A ce jour, le groupe n'est pas exposé aux risques pays.

Note 21 : Evénements postérieurs à la clôture

Néant

**5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE
RELATIVE AU 1^{ER} SEMESTRE 2013**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE**

Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013

METABOLIC EXPLORER

S.A. au capital de 2.221.150,00 €.

**Siège social : Biopôle de Clermont-Limagne
63360 SAINT-BEAUZIRE**

RCS RIOM 423 703 107

30 juin 2013

SA EXCO CLERMONT-FD

MAZARS

14, avenue Marx Dormoy
63000 CLERMONT-FERRAND

131, boulevard Stalingrad
69624 VILLEURBANNE

Commissaires aux comptes

**Membre de la Compagnie Régionale
de RIOM**

**Membre de la Compagnie Régionale
de LYON**

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société METabolic EXplorer, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le fait que notre rapport émis dans le cadre des comptes du 30 juin 2012 comportait une conclusion avec réserve pour la raison suivante :

Le contrat de développement de la L-Méthionine prévoit une participation annuelle fixe de 500 K€, facturable le 30 juin de l'année. Cette participation annuelle facturée au 30 juin 2012 avait été reconnue en totalité en chiffre d'affaires de la période. Elle aurait dû faire l'objet d'un étalement sur la durée de l'exercice. En conséquence, le chiffre d'affaires de la période du 30 juin 2012 est surévalué de 250 K€ et le résultat net d'impôt différé est majoré de 167 K€.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

FAIT A CLERMONT-FERRAND ET A VILLEURBANNE, LE 20 SEPTEMBRE 2013

Les Commissaires aux Comptes

EXCO CLERMONT-FD

François VERDIER

MAZARS

Frédéric MAUREL